

Discours du Président du Groupe de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, au Sommet de l'Union africaine, Addis Abeba, Éthiopie

Le prononcé fait foi.

ADDIS ABEBA, 31 janvier 2010 — C'est un plaisir pour moi d'être à nouveau parmi vous. Je tiens à remercier le Président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, pour l'énergie avec laquelle il dirige cette organisation, et pour son partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale. Je remercie également le Premier ministre Meles et le peuple éthiopien pour avoir accueilli ce sommet. Comme à l'accoutumée, ils sont des hôtes remarquables.

Je tiens aussi à saluer l'excellente dynamique du Département Afrique du Groupe de la Banque codirigé par Oby Ezekwesili pour la Banque et Thierry Tanoh pour IFC. Même si elle a un mandat mondial, notre Directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala garde un œil attentif sur les besoins de l'Afrique.

Vous tous, dirigeants africains, connaissez les périls associés à la crise économique actuelle. Mais vous connaissez aussi les opportunités dont regorge l'Afrique, ainsi que son potentiel de source de croissance pour l'économie mondiale.

J'ai toujours pensé que l'Union africaine sera une pierre angulaire du développement de l'Afrique. Nous reconnaissons tous l'interdépendance de l'Afrique et les gains qu'elle tire de l'intégration : qu'il s'agisse de l'énergie, du transport, de l'eau, du commerce, du mouvement des personnes, de la sécurité et, bien sûr, des TIC.

L'intégration sous-régionale favorise aussi les opportunités économiques en Afrique. Les regroupements économiques régionaux du continent étendent leur rôle à des domaines aussi divers que la sécurité et la libéralisation des échanges. Le COMESA, la CEA, la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD et la SADC sont de solides piliers sur lesquels peut se construire une plus forte intégration économique de l'Afrique.

J'espère que nous sommes désormais embarqués sur la voie d'une reprise mondiale. Mais nous continuerons à faire face à des risques énormes en 2010. Et nous devons réparer les dégâts causés par la crise, cette crise à visage humain.

- Nous estimons à 64 millions le nombre de personnes supplémentaires qui tomberont dans l'extrême pauvreté en raison de la crise ; et
- 30 000 à 50 000 bébés de plus pourraient mourir en Afrique subsaharienne.

Je voudrais vous dire brièvement comment le Groupe de la Banque mondiale a pu aider les plus nécessiteux. Depuis l'explosion de la crise au milieu de 2008, tous les services du Groupe de la Banque ont mobilisé 88 milliards de dollars pour aider nos clients, pulvérisant tous nos records. L'IDA, qui octroie des dons et des prêts sans intérêts, a engagé 7,8 milliards de dollars dans des pays d'Afrique subsaharienne pendant l'exercice fiscal qui s'est terminé en juin dernier, soit une augmentation de 36 % par rapport à l'année précédente.

Nous avons aussi augmenté le volume de prêts accordés par la BIRD à l'Afrique, plus de 4 milliards de dollars ayant été octroyés au Botswana, à Maurice, aux Seychelles et à l'Afrique du Sud pour des travaux de génie civil, contre 30 millions de dollars en 2008. Avec plus de capitaux, je pourrais accroître davantage le portefeuille de prêts de la BIRD dans la région, en le combinant à des services d'analyse et de conseil.

Nous avons aussi cherché à tirer des leçons du passé, en particulier pour soutenir les pays par des filets de sécurité sociale ciblés. Nous savons que de nombreux Africains ont souffert des crises liées à la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie avant le déclenchement de la crise financière.

Nous avons mis en place un nouveau Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP) qui a déjà approuvé 710 millions de dollars à l'intention de 21 pays africains. Notre mécanisme de financement rapide pour faire face à la crise financière a accéléré les processus d'approbation de dons et de prêts sans intérêts de l'IDA d'un montant de 2 milliards de dollars.

La Banque mondiale a triplé son appui à des programmes de filets sociaux de sécurité tels que des projets d'alimentation scolaire, de nutrition, de transferts conditionnels de fonds, ainsi que de rémunération en espèce du travail. Nous avons collaboré avec de programmes majeurs de l'ONU sur le terrain, à l'instar de ceux du Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que des ONG. Les femmes et les filles sont particulièrement visées par ces programmes.

Permettez-moi de vous en donner quelques exemples :

- Ici, en Éthiopie, nous avons acheté 510 000 tonnes d'engrais d'une valeur de 244 millions de dollars pour la campagne agricole 2009.
- En Sierra Leone, où je viens d'effectuer une visite, j'ai noté que notre GFRP a octroyé 4 millions de dollars pour soutenir plus de 360 projets de rémunération en espèce du travail, permettant de créer des emplois pour 16 000 personnes vulnérables, de réhabiliter 475 km de routes et de mettre en exploitation 656 acres de zones marécageuses et forestières arables.
- En République centrafricaine, 3,25 millions de dollars du GFRP ont permis à la Banque mondiale de collaborer avec le PAM sur des projets d'alimentation scolaire, et d'offrir à 120 000 élèves de 374 écoles primaires et préscolaires deux repas quotidiens.

L'augmentation du financement des opérations commerciales par l'IFC, la filiale de la Banque mondiale travaillant avec le secteur privé, a été une autre composante essentielle de notre stratégie de lutte contre la crise. Le Programme de financement du commerce mondial de l'IFC (GTFP) couvre actuellement 27 pays africains, avec au total 789 millions de dollars de lignes de crédit commercial approuvées. Plus de 80 % du financement des opérations commerciales sont destinés aux PME.

À titre d'exemple, en tant que petite banque dans un marché étroit, la *NBS Bank* basée au Malawi avait des difficultés à offrir des financements commerciaux aux PME. Le GTFP de l'IFC a mis à sa disposition une ligne de crédit commercial de 7 millions de dollars et lui a ouvert l'accès à un réseau de banques internationales. Pour sa première transaction dans le cadre de ce programme, la *NBS Bank* a financé une petite entreprise d'importation d'engrais.

Le travail de l'IFC dans le domaine de la microfinance a aidé des États sortant de conflit. L'IFC est un membre fondateur et actionnaire d'*Access Bank Liberia*, la première institution commerciale de microfinance au Libéria. Après une seule année de fonctionnement, *Access Bank Liberia* comptait plus de 10 000 clients, avec un portefeuille de prêts de 1,7 million de dollars.

En République démocratique du Congo, moins d'un demi-pourcent de la population dispose d'un véritable compte bancaire. L'IFC a investi dans deux institutions de microfinance, *ProCrédit* et *Advans*, qui offrent une gamme complète de produits d'épargne et de crédit à des micro- et petites entreprises.

Même en cherchant à résorber la crise, nous devons œuvrer pour une future productivité et croissance.

L'année dernière, la Banque mondiale a investi 3,6 milliards de dollars dans les infrastructures en Afrique subsaharienne. Ces projets créent aujourd'hui des emplois tout en améliorant les perspectives de croissance pour demain.

Dans le cadre du Plan d'action conjoint des institutions financières internationales pour l'Afrique lancé en mai 2009, la Banque mondiale a rejoint une alliance d'institutions financières internationales conduite par la Banque africaine de Développement pour soutenir le développement du continent. Les engagements en faveur de l'Afrique vont augmenter d'au moins 15 milliards de dollars au cours des deux à trois prochaines années.

Le volume global des prêts octroyés par le Groupe de la Banque mondiale pour l'agriculture est passé d'une moyenne annuelle de 4,1 milliards de dollars en 2006-2008 à 7,2 milliards de dollars l'année dernière, dont 2 milliards provenant de l'IFC. La plus grosse part des prêts de la Banque et de l'IDA pour l'agriculture était destinée à l'Afrique, atteignant 1,7 milliard de dollars l'année dernière. Au Nigeria par exemple, la Banque mondiale est en train d'étendre son projet *Fadama* à 19 autres États. Il a déjà accru de 60 % en moyenne le revenu de 2,3 millions de familles paysannes dans 12 États.

A travers le Programme intégré de développement de l'agriculture en Afrique (CAADP), nous accompagnons aussi les efforts du continent pour renforcer les programmes nationaux d'investissement agricole.

Au Ghana, l'IFC offre une garantie à la *Stanbic Bank* pour financer des intermédiaires qui achètent du cacao auprès d'exploitations familiales dans le pays. Plus de 100 000 agriculteurs bénéficieront de ce mécanisme.

À la demande du G-20, la Banque mondiale a créé le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), un mécanisme de coordination financière qui traduira dans les faits les annonces de fonds faites à l'Aquila en juillet dernier en faveur de l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le GAFSP sera conjointement dirigé par des donateurs et des bénéficiaires. Nous nous réjouissons à l'avance de travailler en partenariat avec l'Union africaine pour veiller à ce que le GAFSP puisse financer les priorités identifiées dans les plans stratégiques de développement agricole des pays africains.

Nous cherchons aussi de nouveaux moyens d'attirer des investisseurs privés en Afrique. L'IFC a récemment créé une nouvelle société de gestion d'actifs, Asset Management Company (AMC), qui mobilisera et gèrera des fonds de participation privés destinés à investir conjointement avec l'IFC. Le mois prochain, nous espérons conclure une première opération portant sur un fonds de 500 millions de dollars pour l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes, qui prendra des participations dans des entreprises de ces régions, et un fonds de recapitalisation de 200 millions de dollars pour l'Afrique qui investira dans des banques jouant un rôle systémique important.

La Banque mondiale travaille avec la Chine pour aider à créer des infrastructures manufacturières et lancer d'autres investissements créateurs d'emplois et de biens. Par exemple, la zone industrielle *Oriental China-Ethiopia Industrial Zone* vise à promouvoir l'industrie manufacturière et de transformation tout en fonctionnant comme un centre commercial, d'entreposage et de distribution. De tels partenariats peuvent jouer un rôle important pour l'avenir de l'Afrique.

Nous nous attelons aussi à rendre les Fonds d'investissement sur le climat plus attrayants pour l'Afrique. Puisque les pays développés envisagent des investissements à faible teneur en carbone et des fonds pour

soutenir l'adaptation, la Banque mondiale doit exploiter son envergure et son expérience mondiales pour mettre ces opportunités à la portée de l'Afrique.

Avec votre aide, et en partenariat avec la Banque africaine de Développement, nous pouvons faire montre de plus de flexibilité pour s'adapter aux besoins particuliers de l'Afrique ; mobiliser des ressources additionnelles, tant publiques que privées ; et agir avec plus de célérité.

En même temps, nous devons aider l'Afrique à accroître l'accès à l'énergie. L'Afrique subsaharienne utilise seulement 8 % de son potentiel hydroélectrique. Nous devons relier de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie à des réseaux de transmission et de distribution, de préférence dans le cadre de l'intégration régionale, pour que chaque Africain ait accès à l'électricité.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont essentielles pour favoriser la productivité et créer des emplois. Elles peuvent aider les agriculteurs, de petits entrepreneurs et les exclus des services bancaires traditionnels. Elles peuvent étendre et accélérer le service public. Au Ghana, l'introduction des systèmes informatiques et la réorganisation des opérations ont donné lieu à une diminution des délais moyens de dédouanement de 2 à 3 semaines à 1 à 2 jours, et à un doublement des recettes. Au Kenya, les TIC ont réduit de 30 à 1 le nombre de jours nécessaires pour l'immatriculation d'un véhicule, ainsi que les possibilités de gains illicites.

Avec des politiques publiques propices encouragées par le service d'analyse et de conseil de la Banque mondiale, les entrepreneurs africains ont transformé la réalité sur le terrain :

- plus de 400 millions de téléphones portables sont désormais en service – plus de 65 % d'Africains ont accès à des réseaux téléphoniques sans fil ;
- et le secteur privé a été le moteur de l'expansion des TIC, avec plus de 60 milliards de dollars d'investissements en 1998-2008.

Cela dit, avec de meilleures politiques et plus d'incitations pour l'investissement privé, les Africains peuvent faire encore mieux.

Voici comment le Groupe de la Banque mondiale accompagne le développement du secteur des TIC :

- Nous investissons plus de 2 milliards de dollars dans des installations de télécommunications et des applications d'e-gouvernement.
- Au Kenya, 8 millions de personnes utilisent leurs téléphones portables et le service m-pesa pour régler des factures ou des microcrédits. Avant le lancement de ce service, seuls 2,3 millions de Kenyans disposaient d'un compte bancaire.
- En Afrique australe et de l'Est, nous avons investi dans des projets de connexion par câbles sous-marins à grande vitesse de transmission, ce qui a entraîné une baisse de 80 % des tarifs des services de transmission à grande vitesse.

Nous investissons aussi dans des applications innovantes :

- Au Rwanda, le système TRACNet permet aux agents de santé sur le terrain de suivre en temps réel les approvisionnements en médicaments utilisés par 252 centres de santé spécialisés dans le VIH/SIDA et 70 000 patients sur tout le territoire national. Le système TRACNet est désormais étendu à la prise en charge de maladies telles que la tuberculose et le paludisme.

Sur tout le continent africain, nous aidons à élaborer des politiques visant à attirer des entreprises privées :

- En 2008, la MIGA a émis une garantie en faveur de l'entreprise française Orange Participations S.A. pour sa participation au capital d'Orange Centrafrique S.A. Ce projet prévoit l'installation, l'exploitation et l'entretien d'un réseau de télécommunications utilisant à 100 % une technologie GSM numérique. En moins d'une année, Orange Centrafrique comptait 127 000 abonnés en République centrafricaine.

En dépit de la crise, de nombreux gouvernements africains ont maintenu des politiques propices à la croissance. Les TIC en sont peut-être un excellent exemple, mais il y en a d'autres. Soyez assurés que la Banque mondiale se tiendra à vos côtés à chaque étape.

Nous avons puisé autant que possible dans nos ressources pour aider nos clients – vous tous – à face à cette crise. Et nous continuerons à le faire.

Notre capital nous permet d'emprunter environ 5 dollars pour chaque dollar investi par nos actionnaires. Et nous avons besoin d'une augmentation de capital pour poursuivre notre action.

D'ici avril, nos actionnaires décideront de l'augmentation du capital du Groupe de la Banque mondiale. J'ai besoin de vous pour expliquer à l'Europe, à l'Amérique du Nord et au Japon que, tout comme la Banque africaine de Développement, la Banque mondiale mérite leur appui. Les budgets des pays développés sont aussi soumis à forte pression. La tâche ne sera donc pas facile. Ensemble, nous devons préparer les arguments en faveur d'une augmentation du capital du Groupe de la Banque mondiale. Ensemble, nous pouvons y arriver.

D'ici la fin de l'année, nous devons aussi procéder à la seizième reconstitution de l'IDA. En 2007, j'ai travaillé avec vous pour mobiliser 42 milliards de plus pour l'IDA et, grâce à Dieu, nous y sommes parvenus. Plus de la moitié de cet argent vous revient. Aidez-moi à vous aider. S'il vous plait, racontez l'histoire de l'IDA. Ne parlez pas seulement d'argent, parlez aussi des enfants qui vont à l'école, des vaccinations et d'une meilleure alimentation. Et il y a la croissance, ainsi que des opportunités d'investir qui peuvent aussi aider les pays développés. Ensemble, nous devons montrer les résultats de l'IDA – nous devons montrer que l'IDA est à l'œuvre.

Je vous remercie.